

Cote du document:	EB 2007/91/R.28/Rev.1
Point de l'ordre du jour:	10 d) iii)
Date:	12 septembre 2007
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



FIDA
FONDS INTERNATIONAL
DE DÉVELOPPEMENT
AGRICOLE

Cœuvrer pour que les ruraux pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et de don à la République du Nicaragua pour le

Projet en faveur de l'accès des petits producteurs aux chaînes de valeur et aux marchés

Conseil d'administration — Quatre-vingt-onzième session
Rome, 11-12 septembre 2007

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser sur le présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Ladislao Rubio

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2565
courriel: l.rubio@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation d'approbation	iii
Carte de la zone du projet	iv
Résumé du financement	v
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Garanties importantes incluses dans l'accord de financement négocié	8
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	
II. Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique
FAT	Fonds d'assistance technique en faveur des départements de León, Chinandega et Managua
Fonds de l'OPEP	Fonds de l'OPEP pour le développement international
IDR	Institut de développement rural
PRODESEC	Programme de développement économique dans la région aride du Nicaragua
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance

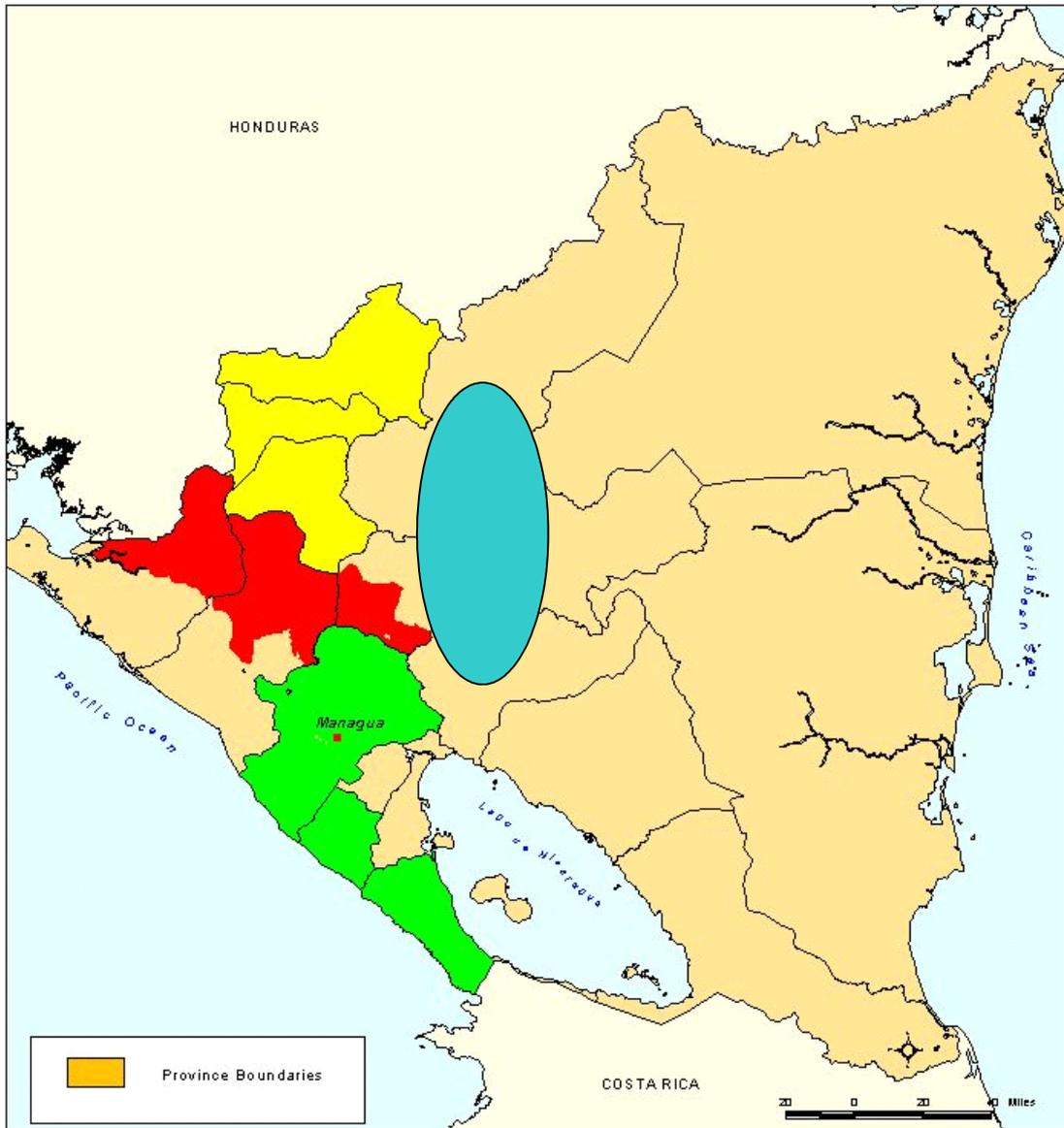
Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt et de don à la République du Nicaragua pour le Projet en faveur de l'accès des petits producteurs aux chaînes de valeur et aux marchés, telle qu'elle figure au paragraphe 35.

Carte de la zone du projet



NICARAGUA



Source: IFAD

The designations employed and the presentation of the material in this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IFAD concerning the delimitation of the frontiers or boundaries, or the authorities thereof.

Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République du Nicaragua

Projet en faveur de l'accès des petits producteurs aux chaînes de valeur et aux marchés

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Nicaragua
Organisme d'exécution:	Institut de développement rural (IDR)
Coût total du projet:	21,7 millions de USD
Montant du prêt du FIDA:	2,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 3,9 millions de USD)
Montant du don du FIDA:	2,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 3,9 millions de USD)
Conditions du prêt du FIDA	Particulièrement favorables 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinanceurs:	Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) Fonds de l'OPEP pour le développement international (Fonds de l'OPEP)
Montant du cofinancement:	BCIE: 2,0 millions de USD Fonds de l'OPEP: 6,0 millions de USD
Contribution de l'emprunteur:	4,4 millions de USD
Contribution des bénéficiaires:	1,4 million de USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de prêt et de don à la République du Nicaragua pour le Projet en faveur de l'accès des petits producteurs aux chaînes de valeur et aux marchés

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Ce projet a pour but de remédier à plusieurs obstacles au développement auxquels sont confrontés les ruraux pauvres du Nicaragua: i) accès limité aux ressources naturelles; ii) taux de vulnérabilité et insécurité alimentaire élevés; iii) faibles possibilités d'emploi rémunéré et perspectives de création d'entreprises limitées; iv) enseignement public et services de santé insuffisants ou inadaptés; v) médiocrité des infrastructures; vi) droits civils et civiques limités, y compris s'agissant de l'accès à la justice et du droit à la sécurité; et vii) participation restreinte à la conception et à la mise en œuvre des politiques de développement.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Nicaragua un prêt d'un montant de 2,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 3,9 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, et un don d'un montant de 2,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 3,9 millions de USD), pour contribuer au financement du Projet en faveur de l'accès des petits producteurs aux chaînes de valeur et aux marchés. Ce prêt, d'une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.

Conformité au système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour le Nicaragua au titre du SAFP est de 7,825 millions de USD pour le cycle 2007-2009 du SAFP.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. Le Nicaragua a bénéficié d'un allègement de dette de 3 163 millions de USD dans le cadre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) et de 867 millions de USD au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale. Ces montants correspondent à l'encours de la dette respectivement à l'égard du Fonds monétaire international et de l'Association internationale de développement. La Banque interaméricaine de développement a également accepté d'annuler la dette du pays à hauteur de 984 millions de USD. En 2001, le FIDA a accordé au Nicaragua un allègement de dette de 7,5 millions de EUR au titre de l'Initiative PPTE, cet allègement étant financé par un don de la Commission européenne. Toutes ces initiatives ont eu pour effet de ramener le montant total de la dette extérieure du pays à 4 525 millions de USD, la dette à l'égard des institutions financières multilatérales s'établissant à 2 080 millions de USD.

Flux de fonds

5. Le produit du prêt et don du FIDA transitera par deux comptes spéciaux, un pour le prêt et un pour le don, qui seront ouverts auprès de la Banque centrale du Nicaragua. L'emprunteur signera un accord subsidiaire avec l'Institut de développement rural (IDR), lequel ouvrira auprès d'une banque commerciale un compte de projet libellé en monnaie locale, qui servira à financer les activités relevant du projet.

Modalités de supervision

6. Les services du FIDA assureront la supervision du projet. Ils effectueront également une mission de supervision annuelle organisée en même temps que la réunion des

donateurs qui participent aux cotés du FIDA à l'initiative PRORURAL, un programme sectoriel de développement de la production en milieu rural. En outre, le représentant du FIDA au Nicaragua contribuera à l'exécution du projet.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. La passation des marchés de biens, travaux et services se fera conformément aux directives de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) en la matière, pour les deux raisons suivantes: i) la BCIE sera chargée d'administrer le prêt et le don; ii) ces directives sont déjà appliquées dans le cadre du programme de développement économique dans la région aride du Nicaragua (PRODESEC) financé par le FIDA, et les deux opérations seront gérées par la même unité de coordination de programme.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) recours à des cabinets d'audit privés et application scrupuleuse des directives relatives à l'audit des projets élaborées par le FIDA; et ii) contribution au renforcement des capacités de l'IDR en matière de gestion financière et de passation des marchés, apportée en collaboration avec d'autres partenaires financiers et donateurs.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

9. Les critères énoncés ci-dessous ont servi à définir le groupe cible du projet: i) taux de pauvreté élevé; ii) correspondance avec les stratégies du gouvernement retenues dans l'approche sectorielle; iii) potentiel agricole; iv) complémentarité avec les opérations de l'IDR; v) potentiel d'impact sur la zone du projet; et vi) existence avérée ou potentielle de marchés dynamiques. Compte tenu de ces critères, le projet s'adressera aux populations rurales pauvres du centre du Nicaragua, et plus précisément des départements de Jinotega, Matagalpa et Boaco, dans lesquels vit environ 45% de la population pauvre et extrêmement pauvre du pays. Le projet devrait bénéficier à 8 000 ménages de petits producteurs, dont la majorité sont regroupés en coopératives et autres associations rurales, 8 400 ménages de manœuvres qui seront embauchés pour exécuter la composante du projet relative aux routes rurales, et 2 500 ménages vulnérables.

Méthode de ciblage

10. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, le projet sera axé sur les groupes les plus vulnérables, notamment les paysans sans terre et les exploitants agricoles qui ont subi des pertes à la suite d'une catastrophe naturelle, sécheresse ou inondation par exemple. Suivant la recommandation formulée dans le cache de l'Initiative du FIDA pour intégrer l'innovation à l'occasion de l'examen du programme de fonds d'assistance technique dans les départements de León, Chinandega et Managua (Programme FAT), une opération de consultation élaborée en concertation avec les comités municipaux de développement sera organisée afin d'atteindre ces groupes.

Participation

11. On fera en sorte d'obtenir la participation la plus large possible des bénéficiaires et de leurs organisations à toutes les étapes de l'exécution du projet. Ils seront notamment appelés à participer aux activités suivantes: i) identifier les demandes de financement d'activités productives; ii) établir des plans dans les domaines du renforcement des organisations, de la participation aux chaînes de valeur et de la diversification des revenus; iii) siéger dans les comités locaux chargés de sélectionner les propositions et de les classer par ordre de priorité; iv) réaliser des activités dans le cadre de contrats de gré à gré portant sur la fourniture des services requis; v) gérer les crédits qui leur seront transférés et passer des contrats avec des

prestataires de services; et vi) participer à l'amélioration, la remise en état et l'entretien des routes rurales.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

12. Le projet a pour finalité de permettre aux populations rurales visées de prendre part à l'activité sociale et économique, sur le plan tant local que national, afin d'améliorer leurs revenus et leurs perspectives d'emploi. Il s'agira plus précisément de:
- i) favoriser la participation des petits producteurs à des chaînes de valeur stratégiques; ii) contribuer à la diversification des revenus; et iii) concourir à la réalisation des objectifs et du cadre de résultats de l'IDR en harmonisant les activités relevant du projet avec les objectifs institutionnels de l'Institut.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

13. Le projet appuiera les quatre grands objectifs relatifs aux politiques et aux institutions rurales retenus par le nouveau gouvernement au pouvoir depuis le début de l'année 2007: i) proposer à la population rurale des services financiers et non financiers; ii) créer des perspectives d'emplois; iii) garantir la sécurité foncière; et iv) renforcer les infrastructures dans les campagnes en privilégiant la modernisation du réseau routier afin d'améliorer les conditions dans lesquelles se tiennent les marchés et d'en faciliter l'accès.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

14. Le projet se situe dans la droite ligne du COSOP élaboré par le FIDA, qui précise que l'objectif stratégique d'ensemble du FIDA au Nicaragua est d'intégrer les ruraux pauvres aux processus du développement socioéconomique aux échelons local et national. Afin d'atteindre cet objectif, le FIDA doit mettre à profit son expérience et ses savoirs pour promouvoir les activités génératrices de revenus et les possibilités d'emploi pour les ruraux pauvres et leurs organisations, et pour réduire les inégalités entre hommes et femmes et la vulnérabilité.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

15. Le projet est en phase avec la stratégie de réduction de la pauvreté initialement adoptée par le Nicaragua en 2001 et mise à jour dans l'intervalle. Celle-ci repose sur cinq grands piliers: i) la croissance économique; ii) les investissements dans le capital humain; iii) la prise en compte des incidences sur l'environnement et l'atténuation des effets des catastrophes; iv) la protection des groupes vulnérables; et v) la gouvernance et le développement institutionnel. Cette stratégie est également axée sur trois thèmes transversaux: i) l'environnement et la vulnérabilité des écosystèmes; ii) l'équité sociale; et iii) la décentralisation.

Harmonisation avec les partenaires du développement

16. La concertation entre le gouvernement et la communauté des donateurs a permis de mieux harmoniser les opérations financées par les donateurs et les politiques nationales, ce qui s'est traduit par une utilisation plus rationnelle de l'aide. Cet aspect présente un intérêt particulier, puisqu'environ 75% du budget de l'ensemble des organisations agricoles du secteur public est financé par des sources extérieures. Le FIDA entretient un dialogue permanent avec le gouvernement et les donateurs afin de coordonner les interventions et de favoriser la planification stratégique.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

17. Le projet comprend trois grandes composantes: i) participation aux chaînes de valeur dans le cadre d'alliances stratégiques; ii) diversification des revenus; et iii) gestion du projet, cette composante comportant un volet de mise à niveau institutionnelle. Il s'agira: i) d'identifier les principaux maillons d'un certain nombre de chaînes de valeur et d'aider les petits producteurs à forger des alliances avec

eux; ii) de proposer des services en milieu rural et des services aux entreprises, tant financiers que non financiers, à l'appui d'une large gamme d'activités (production, transformation, création, développement, gestion d'entreprises, etc.), de renforcer les capacités d'organisation et d'apporter un concours aux groupes les plus vulnérables; iii) d'améliorer le réseau routier rural; et iv) de renforcer les capacités des petits producteurs (y compris les membres des groupes les plus vulnérables) et de leurs organisations.

Catégories de dépenses

18. Les dépenses se répartissent entre six catégories: i) remise en état des routes (5,4 millions de USD, soit 25%); ii) véhicules et équipements (400 000 USD, soit 2%); iii) fonds pour les initiatives locales (4,5 millions de USD, soit 21%) et fonds pour les investissements en faveur de la production (3,4 millions de USD, soit 16%); iv) services contractuels (2,6 millions de USD, soit 12%) et crédit (3,5 millions de USD, soit 16%); v) traitements (1,6 million de USD, soit 7%); et v) dépenses de fonctionnement (400 000 USD, soit 2%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

19. Pour l'exécution du projet, les principaux partenaires du FIDA seront l'IDR, notamment ses délégations régionales, et d'autres organismes publics qui interviennent dans le secteur du développement rural et de l'agriculture. Par ailleurs, dans le cadre de ce projet, le FIDA poursuivra sa collaboration avec la BCIE au Nicaragua, et plus largement en Amérique centrale, et il continuera à participer au programme PRORURAL, auquel contribuent différents donateurs.

Responsabilités en matière d'exécution

20. La responsabilité de l'exécution incombera à l'IDR, lequel opérera dans le cadre de son règlement et de ses statuts, notamment s'agissant de la passation des marchés, de la comptabilité et des autres mécanismes de contrôle financier. Les délégations régionales de l'IDR assureront la coordination des activités sur le terrain. L'IDR bénéficiera d'un appui pour poursuivre sa réorganisation, en particulier s'agissant des opérations sur le terrain, et le projet sera représenté au sein des structures stratégiques et opérationnelles de l'IDR.

Rôle de l'assistance technique

21. L'assistance technique représente le principal volet du concours financier apporté par les donateurs en faveur du secteur rural du Nicaragua, l'accent étant mis sur l'amélioration de la performance de tous les organismes publics en charge du développement agricole et rural. Les Gouvernements du Danemark et de la Finlande ont apporté une contribution substantielle dans ce domaine. Dans le cadre de ce projet, le FIDA aidera l'IDR à accomplir sa réforme institutionnelle et introduira des aspects tels que la problématique hommes-femmes, l'impact sur l'environnement ou le suivi-évaluation.

Situation des principaux accords d'exécution

22. Les accords de financement entre le gouvernement, la BCIE et le Fonds de l'OPEP pour le développement international (Fonds de l'OPEP) ne sont pas encore définitivement arrêtés. Par ailleurs, le gouvernement devra soumettre au Congrès les accords négociés avec le FIDA et les autres bailleurs de fonds.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

23. Le coût total du projet se monte à 21,7 millions de USD sur sept ans. Le FIDA va accorder un prêt de 3,9 millions de USD (soit 18% du coût total) et un don de 3,9 millions de USD (18%). Le gouvernement contribuera à hauteur de 4,4 millions de USD (20%) et les bénéficiaires à hauteur de 1,4 million de USD (7%). La BCIE devrait apporter 2,0 millions de USD (9%) et le Fonds de l'OPEP 6,0 millions de USD (28%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

24. Les ménages de 8 000 petits producteurs, principalement des planteurs de café, des producteurs laitiers et des paysans qui cultivent des céréales de base, tireront directement avantage de ce projet, lequel se traduira par la création de 8 400 emplois et contribuera à dynamiser l'économie locale grâce à la remise en état des routes rurales, qui bénéficiera indirectement à environ 45 000 ruraux qui habitent à proximité. Des familles rurales vulnérables au nombre de 2 500 tireront également avantage de ce projet grâce à la mise en place de liens avec d'autres opérations telles que le Programme de développement rural et de réduction de la pauvreté mené par l'IDR dans les départements de Boaco et Chontales ou le Programme national "Faim zéro".

Viabilité économique et financière

25. L'analyse économique du projet donne un taux de rentabilité interne de 24,6% et une valeur actuelle nette de 14 749 USD, avec un rapport coûts/avantages de 1,20. L'analyse financière fait apparaître un taux de rentabilité interne de 18,7%, une valeur actuelle nette de 10 764 USD, et un rapport coûts/avantages de 1,13.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

26. Le système de suivi et évaluation du projet comportera un volet de gestion des savoirs afin de recueillir, d'analyser et de diffuser l'expérience et les enseignements acquis dans le cadre d'initiatives innovantes. Le projet pourra ainsi apporter sa contribution à un groupement pour la gestion des savoirs dont le programme TAF et le Programme PRODESEC assurent la coordination, et auquel participent l'unité régionale d'assistance technique du FIDA et le réseau FIDAMERICA, qui relie les projets réalisés avec le concours du FIDA en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Innovations en matière de développement

27. Le projet favorisera notamment les innovations suivantes: i) apporter aux groupes bénéficiaires des services personnalisés dans le cadre d'une démarche axée sur la demande; ii) établir des alliances avec les entreprises privées afin d'intégrer les petits producteurs aux chaînes de valeur; iii) encourager les alliances avec d'autres projets menés par l'IDR afin de relier les activités relevant du projet aux autres interventions locales; iv) accroître les avantages comparatifs en faisant appel à l'information sur les marchés pour prévoir leur évolution; et v) financer les organisations paysannes et transférer les crédits aux groupes bénéficiaires, qui administreront directement les fonds dans le cadre d'accords et de plans d'activités détaillés élaborés et évalués avec la contribution de l'assistance technique. Le projet sera intégré à la structure opérationnelle de l'IDR, et il contribuera à l'harmonisation des interventions dans le pays.

Approche d'élargissement

28. Le projet devrait amplifier et élargir à de nouvelles zones géographiques l'approche élaborée par le FIDA à la faveur de la mise en œuvre du programme PRODESEC et du programme TAF en exploitant les enseignements tirés, lesquels ont principalement trait au transfert des ressources financières aux groupes bénéficiaires.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

29. Le projet comporte les six principaux risques décrits ci-après. i) Il est possible que ce ne soit pas le groupe cible visé qui en recueille les avantages. Afin d'atténuer ce risque, les activités relevant du projet feront l'objet d'un suivi très attentif, et des ajustements seront apportés si nécessaire. ii) Le risque existe que les capacités de l'IDR en matière d'administration et de gestion soient sous-dimensionnées, ce qui pourrait se traduire par des retards dans le démarrage du projet et en affecter

l'impact local. L'exploitation des enseignements tirés de l'exécution du PRODESEC et l'intervention du représentant du FIDA sur le terrain permettront d'atténuer ce risque. Par ailleurs, l'IDR a demandé à l'unité régionale d'assistance technique d'apporter sa contribution, afin d'accélérer la réorganisation et le recentrage de ses activités. iii) Les petits producteurs pourraient ne pas être en mesure de réagir rapidement à l'évolution de la configuration du marché. La création d'alliances avec les entreprises concernées, notamment celles du secteur de la transformation, permettra de limiter ce risque. iv) Il n'existe peut-être pas suffisamment de prestataires d'assistance technique capables de répondre à des demandes spécifiques. Pour atténuer ce risque, les prestataires recevront une formation appropriée dans leurs domaines d'intervention respectifs. v) La décision de transférer l'administration des ressources aux groupes de bénéficiaires comporte des risques évidents, qu'on limitera en apportant à ces groupes l'appui nécessaire. vi) Le secteur privé pourrait ne pas être disposé à proposer aux pauvres des conditions équitables. Pour atténuer ce risque, le capital des organisations paysannes sera renforcé afin de leur permettre de commercialiser la production des petits exploitants.

Classification environnementale

30. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B, car il ne devrait pas avoir d'impact négatif sensible sur l'environnement.

K. Durabilité

31. Les avantages découlant du projet seront vraisemblablement pérennes, compte tenu de l'existence de différents éléments favorables, parmi lesquels: i) la volonté politique de s'attaquer aux situations de pauvreté et de pauvreté extrême; ii) la priorité accordée au renforcement institutionnel, en particulier pour l'IDR; iii) la mise en place de services financiers et non financiers adaptés; iv) l'existence, en nombre suffisant, d'associations de producteurs prêts à étendre leurs activités; v) la création d'activités de production et d'entreprises commerciales viables sur le plan économique; et vi) l'absence d'impact négatif important sur l'environnement.

II. Instruments juridiques et autorité

32. Un accord de financement entre la République du Nicaragua et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Les garanties importantes incluses dans l'accord négocié sont jointes en annexe.
33. La République du Nicaragua est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA
34. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

III. Recommandation

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Nicaragua un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à deux millions cinq cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (2 550 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} août 2047 ou avant cette date. Ce prêt, assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an, sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Nicaragua un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à deux millions cinq cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (2 550 000 DTS) qui sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Lennart Båge

Garanties importantes incluses dans l'accord de financement négocié

(Négociations conclues le 29 août 2007)

Gestion des pesticides

1. Le Gouvernement veillera à ce qu'aucun des pesticides achetés dans le cadre du projet ne soit interdit aux termes du Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou ne soit classé comme "extrêmement dangereux" ou "très dangereux" par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Protection des ressources

2. Le Gouvernement veillera à ce que l'IDR prenne toutes les mesures raisonnables pour garantir le respect, dans la zone du projet, des normes juridiques en vigueur sur la protection de l'eau, des forêts et de la faune sauvage. Il fera en outre tout son possible pour garantir la pérennité du projet sans impact préjudiciable pour l'environnement.

Fraude et corruption

3. Le Gouvernement veillera à ce que l'IDR porte rapidement à la connaissance du FIDA toute allégation ou suspicion de fraude et/ou de corruption en rapport avec le projet.

Assurance du personnel

4. L'IDR veillera à assurer le personnel du projet contre les risques de maladie et d'accident conformément à la législation nationale.

Suspension

5. a) Le FIDA suspendra le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte du prêt et du compte du don si l'audit demandé n'a pas été réalisé de manière satisfaisante dans les 12 mois à compter de la date fixée.
b) Le FIDA peut suspendre, en tout ou en partie, le droit de l'emprunteur de solliciter des retraits du compte du prêt et du compte du don si l'un des faits suivants se produit: i) le manuel d'exécution du projet a fait l'objet d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou de toute autre modification sans le consentement préalable du FIDA, et ce dernier considère que ladite dérogation, suspension, abrogation ou modification a eu ou est susceptible d'avoir un effet préjudiciable sur le projet; ii) une autorité compétente a pris une quelconque mesure en vue de dissoudre l'IDR ou de suspendre ses opérations, ou une action ou procédure a été engagée en vue de fusionner l'IDR avec une autre société ou de répartir une partie de ses actifs entre ses créanciers, ou le Gouvernement n'a pas proposé comme organisme chef de file du projet une autre institution agréée par le FIDA, ou l'institution proposée n'a pas accepté les obligations qui lui incombent en tant qu'organisme chef de file du projet; ou iii) le FIDA a déterminé qu'une activité ou une déclaration d'intention de l'IDR concernant la réalisation d'une activité dans le cadre de l'accord de financement est incompatible avec le mandat ou les grandes orientations du Fonds.

Conditions préalables aux retraits

6. Aucun retrait ne sera effectué du compte du prêt et du compte du don tant que: a) l'IDR n'a pas dûment ouvert le compte d'exploitation du projet; b) le Gouvernement n'a pas versé le montant initial des fonds de contrepartie pour la première année; et c) le plan de travail annuel pour la première année n'a pas été approuvé.

Conditions préalables à l'entrée en vigueur

7. L'accord de financement du projet entrera en vigueur une fois qu'il aura été satisfait aux conditions ci-après:
 - a) le responsable du programme de développement économique dans la région aride du Nicaragua (PRODESEC) est nommé pour assurer la direction du projet;
 - b) le FIDA a déclaré qu'il n'avait pas d'objection à la version provisoire du manuel d'exécution du projet;
 - c) le Gouvernement a dûment ouvert les comptes spéciaux;
 - d) l'accord de financement a dûment été signé et la signature et l'exécution dudit document par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes;
 - e) le Gouvernement a remis au FIDA un avis juridique favorable, délivré par le Ministre de la justice de la République ou toute autre autorité juridique désignée par le Gouvernement et agréée par le FIDA, et acceptable tant dans sa forme que sur le fond par le FIDA; et
 - f) l'accord conclu entre le Gouvernement et l'IDR a dûment été signé et sa signature et son exécution par le Gouvernement ont dûment été autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes.

Key reference documents

Country reference documents

Nicaragua. Estrategia Reforzada de Crecimiento Económico y Reducción de Pobreza (ERCERP) y ERCERP II. Managua 2005 y 2006

Nicaragua. Programa Sectorial de Desarrollo Rural Productivo Sostenible (PRORURAL) Managua 2003

Nicaragua. Plan Operativo Sectorial del Programa Sectorial de Desarrollo Rural Productivo Sostenible (PRORURAL) Managua 2006

Nicaragua. Informe de la Primera Evaluación del PRORURAL, Managua 2006

Nicaragua. Plan Nacional de Desarrollo Operativo (PND-O 2005-2009). Managua 2004

Nicaragua. "Programa Para Combatir la Pobreza y Alcanzar la Seguridad y Soberanía Alimentaria" Managua 2007.

IFAD reference documents

FIDA. Programa de Desarrollo Económico de la Región Seca de Nicaragua (PRODESEC) Agosto 2003.

FIDA. República De Nicaragua : COUNTRY STRATEGIC OPPORTUNITIES PAPER, COSOP. (Septiembre 2004)

FIDA. Informe de Iniciación (Inception) del "Proyecto Apoyo para la Inserción de los Pequeños Productores en las Cadenas de Valor y Acceso a Mercados" (noviembre 2005)

FIDA. Informe de Formulación del " "Proyecto Apoyo para la Inserción de los Pequeños Productores en las Cadenas de Valor y Acceso a Mercados" (IDR TIANGUE) (marzo 2007

FIDA. Política del FIDA de focalización en los pobres de las zonas rurales. Roma, Septiembre De 2006

Other miscellaneous reference documents

Acceso de pequeños productores a mercados dinámicos: el caso de la carne vacuna en Nicaragua
Paul Schütz¹, Fernando Balsevich y Thomas A. Reardon .Michigan University Septiembre 2004

Motores de Crecimiento Rural Sostenible y Reducción de la Pobreza en Centroamérica. Estudio de caso de Nicaragua. División de Medio Ambiente y Desarrollo Social Sostenible Región de América Latina y el Caribe, Banco Mundial. Diciembre, 2004;

Cadenas Productivas: Lecciones de la Experiencia Internacional y Nacional, el Despegue del Sector Lácteo en Boaco y Chontales. (Cooperación Técnica BID-FOMIN. Italian Trust Fund). Nitlapan-UCA; Managua;

La Ganadería como Oportunidad de Negocio para las Micro financieras: Consideraciones generales sobre el funcionamiento técnico y los mercados de productos ganaderos. Barrios C. PROMIFIN COSUDE, Managua;

La Cadena de Lácteos en Nicaragua: estudio de caso en el marco del proyecto regional "Las mujeres en la Agenda económica y en la apertura comercial". Publicado en el libro

Las cadenas de valor en Nicaragua: forestal y lácteos, tres estudios de casos. UNIFEM, Managua; Schütz, P., F. Balsevich y T. Reardon (2004).

Acceso de Pequeños Productores a Mercados Dinámicos: El caso de la carne vacuna en Nicaragua, ILRI / MSU.

Logical framework

Objective hierarchy	Key performance indicators and targets (RIMS indicators in Italics)	Monitoring and information sources	Assumptions and risks
Goal Rural poor men and women are mainstreamed into processes of local and national socio-economic development	<ul style="list-style-type: none"> Percentage of population with an income less than one dollar a day decreases in line with the MDG target of the NDP of 25% in 2015 (from 45% in 2001). Decrease of prevalence of child malnutrition will be in line with the target of the NDP-O of 15.5% in 2006 from 17.8 in 2001. Decrease of rural youth unemployment rate in line with target of NDP (not yet defined, 20% in 2001). Increase of school enrolment in line with target of NDP-O of 89.7% in 2008 from 83.5% in 2003 	<ul style="list-style-type: none"> Surveys of the GON to measure Ling standards (EMNV) implemented every 4 years, National System for monitoring Development Indicators (Presidency of Nicaragua- SINASIA-SECEP), Surveys by the Ministry of Industrial Promotion and Commerce (MIFIC, Surveys of Ministry of Education, Benchmark Survey, mid – term survey and final survey of RIMS impact indicators. 	
Project Purpose Rural poor in the Departments of Jinotega, Matagalpa and Boaco are integrated in value chains, markets and have improved their income and employment opportunities in the framework of the National Rural Development Policies	<ul style="list-style-type: none"> 10 500 HH benefiting from production project intervention, 8 400 rural roads labourers and 45000 indirect benef. Incremental increase in beneficiaries annual income resulting from income generating activities and employment opportunities (at least 3% for women and men respectively, indicator by PRORUAL) Incremental increase of value of assets of HH beneficiaries by 50% in seven years 	<ul style="list-style-type: none"> Survey of target group by Project Participatory rural assessments by M+E Unit Benchmark Survey, mid –term and final survey of RIMS impact indicators 	<ul style="list-style-type: none"> Laws and regulations are favourable for public and private investments in rural areas with high concentration of poor
Component: Output 1: Rural poor are strengthened to be integrated in the transformation and value added process of agricultural production linked to the agro-industrial sector	Integration of rural poor in value chains <ul style="list-style-type: none"> No of formal commercial and business relations established between 40% of rural poor producers attended by project and commercial entrepreneurs. Increase of volume and value of products in markets by 30% in seven years 4 500 farmer's enterprises strengthened producer organizations(average size 70 people) with improved business and management capacities(30% of organizations with women in leadership) 	<ul style="list-style-type: none"> Data base on contracts Memos of events and evaluation seminars Survey of products placed in the market Memos of TA and training results Focus group research 	<ul style="list-style-type: none"> Producer organizations are able to respond on time to quick and unforeseen changes in the trade environment and policies Private services offered on time
Component	Income diversification		
Output 2: Marginalized and vulnerable rural poor (specially women and youth) have diversified their income generating agricultural and non-agricultural activities	<ul style="list-style-type: none"> 3 500 individuals with new income generating activity 2500 vulnerable poor place higher volume and better quality of products in the market Coverage (60%) of micro-enterprise and employment services for inputs and marketing of products especially for this target group. Coverage (90%) of technical and employment services for 2000 non-skilled labourers, especially youth 4500 rural poor who have acquired better technical skills 	<ul style="list-style-type: none"> Memos of events and evaluation seminars Survey of products placed in the market Rapid survey on micro-enterprises and TA Memos of TA and training results 	<ul style="list-style-type: none"> Private services are offered on time and in line with the procedural requirements of the project
Component	Contribution to the result management of IDR		
Output 3: Activities in rural infrastructure, financial and non-financial services, strengthening rural organizations and partnership arrangements are conceptualised, integrated and implemented within the existing management and organizational structure of IDR	<ul style="list-style-type: none"> 4000 individuals obtain credit to start new income generating activities(35% women) 100 rural financial and non financial organizations with new mechanisms for credit/financing and other service provision that function efficiently in relation to users' demand. 1100 Km of tertiary roads rehabilitated/maintained by 100 local groups 100 local organizations with improved maintenance skills and management structure for maintenance of roads 55 incipient organizations(average size 20 people) with improved management and organizational capacities(30% of organizations with women in leadership) 40 commercial partnerships agreements signed by IDR 6 agreements signed by IDR with other social programme and projects. 	<ul style="list-style-type: none"> Monthly records of credit funds Data base of the credit programme of IDR Audits of credit funds Data base of IDR on Road infrastructure Data base on organizations of IDR Selected survey and focus group research on organizations M+ documents on IDR and partnership agreements 	<ul style="list-style-type: none"> IDR continue to follow its programmatic approach on management for results as agreed with the International Donor Community